

**IMMATRICULATION  
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE PLURI-PERSONNELLE OU UNI-PERSONNELLE  
(AVEC OU SANS ACTIVITE)**

Les **imprimés M0** dûment remplis et signés

- 1 exemplaire original des statuts paraphés datés et signés par les associés s'il s'agit d'un acte sous-seing privé ou une expédition s'il s'agit d'un acte authentique
- Si le gérant et éventuellement les commissaires aux comptes n'ont pas été nommés dans les statuts, copie certifiée conforme par le gérant de leur acte de nomination
- Copie de l'attestation de dépôt des fonds
- 1 exemplaire du rapport du Commissaire aux apports *en cas d'apport en nature* daté et signé
- Pouvoir du gérant le cas échéant
- Copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant le nom du journal et la date de parution OU 1 exemplaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis de constitution
- Copie du contrat d'appui au projet d'entreprise pour la création ou la reprise d'une activité économique
- 1 exemplaire de la liste des bénéficiaires effectifs de la société (décret 2017-1094). Il s'agit des toute personne possédant, directement ou indirectement plus de 25% du capital ou des droits de vote, ou à défaut, la personne exerçant un contrôle sur les organes de direction ou de gestion au sein des sociétés).

**Pour le(s) gérant(s)**

**Dans tous les cas**

- Déclaration sur l'honneur de non condamnation et de filiation datée et signée en original (nom de naissance et prénom du père et de la mère)

**De nationalité française**

- Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité

**Etranger résidant en France (UE, Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein, Andorre, Monaco)**

- Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité avec sa traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné

**Etranger résidant en France (autres nationalités)**

- Copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel

**En cas de titre de séjour temporaire**

- Copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel mentionnant l'autorisation d'exercer une activité commerciale ou portant la mention « vie privée et familiale » ou « compétences et talents ». Si ce titre de séjour indique une autre mention (étudiant, salarié, ...) joindre la demande d'autorisation émanant de la Préfecture du lieu de résidence.

### **Etranger non résidant en France**

- Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité avec sa traduction libre certifiée conforme par le dirigeant concerné

### **Pour les commissaires aux comptes titulaire et suppléant**

- Justificatif de leur inscription sur la liste officielle des commissaires aux comptes si celle-ci n'est pas encore publiée ou s'il est inscrit hors région ET la lettre d'acceptation de leur fonction

### **Autre personne liée à l'exploitation (conjoint collaborateur – conjoint associé)**

- Pour le conjoint marié, extrait original de l'acte de mariage ou copie du livret de famille ou original de l'extrait d'acte de naissance portant la mention du mariage
- Pour la personne liée par un PACS avec le gérant copie du livret de famille portant la mention du PACS ou certificat du PACS délivré par le Tribunal d'Instance ou extrait d'acte de naissance portant la mention du PACS.

### **Pour la domiciliation de l'entreprise**

#### **• En cas de création ou immatriculation sans activité**

- Copie du justificatif du local commercial (bail commercial, acte de sous-location, acte de cession de droit au bail portant mention de l'enregistrement auprès des impôts...) OU 1 copie du contrat de domiciliation dans une entreprise de domiciliation agréée par la Préfecture OU 1 copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois aux nom et prénom de l'exploitant (facture EDF, quittance de loyer, taxe foncière ou d'habitation...). Si l'exploitant est hébergé, 1 attestation originale d'hébergement et 1 copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois aux nom et prénom de la personne qui héberge.

#### **• En cas d'achat ou d'apport d'un fonds de commerce**

- Copie de l'acte d'achat ou d'apport portant mention de l'enregistrement auprès des impôts et, si l'acte ne comporte pas le droit au bail, 1 copie du justificatif du local.
- Copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant le nom du journal et la date de parution ou 1 exemplaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis.

#### **• En cas de location-gérance ou gérance-mandat d'un fonds de commerce**

- Copie du contrat de location-gérance ou de gérance-mandat portant mention de l'enregistrement auprès des impôts si le contrat est à durée indéterminée et, si l'acte ne comporte pas le droit au bail, 1 copie du justificatif du local.
- Copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales relatif à la prise en location-gérance indiquant le nom du journal et la date de parution ou 1 exemplaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis.

### Si l'activité est réglementée

- Produire une copie de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, copie du diplôme ou du titre
- .....

### Mention d'un nom de domaine

- L'entreprise peut déclarer le nom de domaine de son site internet

### Pour votre protection sociale

- Intercalaire Régime des travailleurs non-salariés (TNS) – Cerfa TNS

### Coût des Formalités - Règlement par chèque à l'ordre du Greffe du Tribunal de Commerce – Tarifs 2019

<b>Constitution avec création d'activité</b>	<b>39.42 €</b>
<b>Constitution sans activité</b>	<b>70.39 €</b>
<b>Dépôt liste des bénéficiaires effectifs</b>	<b>23.71 €</b>
<b>Immatriculation suite à un achat, une location-gérance ou gérance-mandat</b>	<b>73.21 €</b>

Le conseiller formalités reste votre interlocuteur privilégié à tout moment du traitement de la formalité et assure un suivi en cas de difficulté.

**Redevance de votre CCI : 70 euros net de taxe**